

À QUAND UNE EUROPE ICONOCLASTE ?

Plus d'ambiguïtés que d'aggiornamento...

Jean-Pierre Quentin



Après des décennies de mutation de la société, les problématiques actuelles ne sont plus celles de l'ère industrielle, de la bipolarisation, de la croissance quantitative, de l'impérialisme, des modes de vie standardisés... Sinon, on pourrait encore se passer d'Europe ! Quand on vivait dans un *ordre international*, l'État-Nation était l'acteur de référence. Désormais, on vit dans un *système mondial* où l'État est confronté à bien d'autres acteurs, institutions établies et groupes informels. La régulation de ce système dépend de médiations qui ne peuvent s'exercer qu'à un niveau métanational, par de nouveaux dispositifs et institutions dont l'UE est de loin la forme la plus évoluée. Elle est dans le vent de l'histoire, ce qu'on ne peut pas voir quand on la prend pour ce qu'elle n'est pas (un super-État...), quand on se croit encore dans l'ordre d'autrefois, quand on se réfère à d'anciens concepts (besoin, bien physique, spécialisation, *leadership*...) qu'ont remplacé de nouveaux paradigmes (aspiration, immatériel, synergie, *partnership*...). Être iconoclaste par rapport aux références périmées donne tout son sens à l'Europe. Elle l'a été, il y a un demi-siècle. Elle le redeviendra forcément. Mais elle ne l'est plus, depuis bien des années.

Être iconoclaste, c'est détruire une image qui déforme ce qu'elle est censée représenter, c'est changer de perspective. La construction européenne doit l'être d'autant plus qu'elle fait l'objet de nombreuses **ambiguïtés**. La première partie de l'article (*voir TI n° 138*) en a évoqué trois formes : ambiguïtés **sur l'homogénéité** de ce corps composite, qui conduisent à opposer ce qu'on devrait associer ; ambiguïtés **sur les finalités**, qui incitent à raisonner en termes de trajet (le *comment*) quand il faudrait se soucier de projet (le *quoi*) ; ambiguïtés **sur le métanational**, qui suggèrent une rivalité entre l'Europe et les États, là où il y a complémentarité.

Jean-Pierre Quentin, Docteur en Droit, Conseiller de synthèse, directeur général d'Algoric, est professeur et consultant en stratégie, prospective et communication, jp.quentin@algoric.com

ENCORE QUELQUES AMBIGUÏTÉS

4. Ambiguïtés sur la mécanique. Année de la première élection directe du Parlement européen, 1979 marque la fin de l'ère des pionniers. Jusque-là, on pouvait privilégier l'**efficacité technocratique** ; désormais, on devra mettre en avant la **légitimité démocratique**, notamment en renforçant les pouvoirs législatifs de cette assemblée élue. Depuis, les progrès ont été considérables – comme il se doit quand on part de rien – mais pas à la hauteur des besoins. Certes, dans un nombre croissant de domaines, le Conseil des ministres a concédé au Parlement un pouvoir de codécision. Mais le principe même de celle-ci n'est-il pas un dispositif formel qui, au fond, permet au Conseil de rester le législateur en titre, au prix d'une concession qui satisfait *a minima* les exigences de la démocratie ?

Devant mettre en synergie de nombreux acteurs sur de nombreux dossiers souvent difficiles, la mécanique institutionnelle de l'UE est nécessairement complexe. Divers **équilibres** sont à trouver, notamment entre les intérêts des **États** (qu'expriment les gouvernements au Conseil), les aspirations des **peuples** (Parlement), les diverses approches de la **société civile** (instances consultatives, comitologie, lobbying) et l'« **intérêt général** européen » (Commission). Depuis les années 1980, le Conseil domine le jeu. La composition de la Convention chargée d'élaborer la Constitution a laissé espérer un rééquilibrage, de même que son projet de traité. Le rejet de celui-ci en 2005 a permis aux gouvernements de renforcer leur mainmise par le biais d'un traité « simplifié » qui retient du traité initial ce qui privilégie le *Concert des Nations* ou l'Exécutif (présidence stable, ministre des affaires étrangères...) et en supprime ce qui équilibre le jeu et symbolise l'Union – « signal fort de recul de l'ambition politique européenne » (V. Giscard d'Estaing). À supposer que ce mini-traité soit ratifié, il renforce peu la légitimité démocratique, sans pour autant améliorer l'efficacité technocratique...

5. Ambiguïtés sur les blocages. Non seulement les gouvernements s'approprient la mécanique, mais leur style de conduite repose sur la méfiance vis à vis d'**électeurs suspects** de vouloir s'occuper de ce qui les concerne (au point qu'on évite le référendum sur le traité... ce qui à la prochaine occasion amplifiera l'effet boomerang !) et sur le retour des **égoïsmes nationaux** à courte vue.

Ce repli national s'observe chaque jour dans les postures médiatiques de gouvernants posant en « vainqueurs nationaux » dans de vains « affrontements européens », alors qu'on a besoin d'artisans discrets de co-constructions utiles. Pire encore que les crispations navrantes de la Pologne (en partie excusables chez une nouvelle venue encore mal imprégnée de l'esprit du jeu) ou que la résurgence des exceptions britanniques (auxquelles les intéressés avaient largement renoncé... jusqu'à ce que notre refus de la Constitution les incite à y revenir), le comportement de dirigeants d'anciens États membres, France en tête, est préoccupant. Exemple typique : le combat de dernière minute engagé par l'Italie pour obtenir un siège supplémentaire au Parlement. Il est **régressif** à différents titres : parce que la question n'aurait même pas dû se poser ; parce qu'elle a été soulevée tactiquement sous forme d'un chantage opportuniste ; parce qu'on est sorti de la crise par un compromis de bas étage, comme souvent ces temps-ci ; parce que tous affectent de se réjouir de cette « issue positive » quand il y aurait lieu de dénoncer un nouveau coup tordu...

La *théorie des jeux* et l'expérience nous enseignent que les solutions partenariales, faisant grossir le gâteau, sont toujours les plus bénéfiques pour chacun et pour tous, mais qu'on choisit souvent de privilégier un intérêt individuel subalterne, quitte à réduire le gâteau aux dépens de tous et de chacun. Les gouvernants européens en font une nouvelle démonstration.

6. Ambiguïtés sur les perspectives. Le « Projet » officiel de l'UE est la *Stratégie de Lisbonne* adoptée en mars 2000 : « devenir l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale ». On pourrait ironiser sur les progrès accomplis aux trois quarts du chemin, ou sur le caractère incantatoire de références à ce mirage, répétées à l'envi et avec le plus grand sérieux en toutes occasions... Plus fondamentalement, notons que cette vaste ambition repose sur une simple **coordination** de politiques qui restent nationales, ce qui ne ressemble que de loin à une **action commune** ! Le roi est nu, mais la Cour se complaît à commenter la splendeur de ses atours...

7. Ambiguïtés sur les géométries. La société post-postindustrielle **fonctionne horizontalement**, en réseau – et même en réseaux de réseaux. C'est particulièrement important dans le contexte européen, où des géométries variées – zone euro, Schengen et autres – ont vocation à s'articuler entre elles et en référence à un noyau central. Mais (archaïsme mental ? goût immodéré pour un pouvoir à *l'ancienne* ?) celui-ci est **dirigé verticalement**, comme si c'était une structure pyramidale. Et comme il est clair que ça ne peut

pas marcher, on déploie des rideaux de fumée. L'euro est-il « trop fort », notamment face à un dollar trop faible ? On va oublier tous les apports de la monnaie unique et de la politique monétaire commune, tirer à vue sur la Banque centrale, etc. – diversions pour éviter les vraies questions, par exemple : l'euro est l'instrument d'une *Union économique et monétaire* qui ne marche que sur une jambe (monétaire), car les gouvernements renoncent à *coanimer* l'union économique, pour préserver leurs *propres* marges de manœuvre conjoncturelles, budgétaires, fiscales... situation boiteuse qui entretient les **désordres internes** et écarte l'Europe de la **régulation du système** monétaire international, laissant ce soin aux États-Unis qui en profitent pour nous faire financer leurs déficits...

8. Ambiguïtés sur les acteurs et les rôles. Il y a longtemps que le discours public fait des questions européennes un **jeu de dupes** qui entretient et amplifie toutes ces ambiguïtés. Le traité simplifié n'y déroge pas. Parmi ses promoteurs mettant en avant la « relance » de l'Union, certains ont trouvé là le meilleur moyen de l'entraver (*on ne peut pas faire moins, empêchons de faire plus*) ; parmi les adeptes d'une ratification par voie référendaire, certains se prévalent de l'argument démocratique mais misent secrètement sur un rejet populiste, etc. Loin d'être satisfaisant, le mini-traité représente malgré tout un progrès par rapport au désordre actuel... en attendant mieux ! La même attente s'applique aux acteurs : comme le notait un chroniqueur, **les visionnaires** sont partis à la retraite et **la génération Erasmus** n'est pas encore aux commandes ! Encore un peu de patience...



EUROPE ICONOCLASTE : JOUER AUTREMENT OU CHANGER LE JEU ?

Iconoclaste, l'Europe l'a été à partir du lancement du Projet *Union européenne* en 1950. Ou, pour les pragmatiques, en 1958, à l'entrée en vigueur du Traité de Rome. Peu importe la précision calendaire, disons il y a un demi-siècle, quand nos aînés ont renoncé aux visions étriquées, passéistes, revanchardes, destructrices – ou simplement banales – au profit de rêves un peu fous, ouverts, partagés, créatifs, porteurs d'espoir... Iconoclaste, elle l'est restée pendant une vingtaine d'années, un peu plus ou un peu moins selon les domaines concernés et selon les points de vue, n'ergotons pas sur la durée !

Iconoclaste, l'Europe le sera inévitablement dans l'avenir – dans un mois ou dans dix ans, cela dépend de nous. Quand nous aurons compris qu'elle peut nous réconcilier avec notre environnement en mutation, quand nous cesserons de redouter un changement qui nous veut du bien, quand nous arrêterons de fuir le bonheur de peur qu'il ne se sauve. Et quand, au lieu de la combattre, nous saurons à nouveau *aider l'Europe à nous aider*.

Iconoclaste, l'Europe ne l'est plus depuis une trentaine d'années, un peu plus ou un peu moins... Depuis que des gestionnaires sans âme et sans projet ont pris le relais des visionnaires. Depuis que la communication factice a remplacé la vie. Depuis que les petites ambitions et les intérêts à courte vue ont pris le dessus. C'est notre grand problème et celui d'une partie de la planète : nous avons besoin d'une Europe qui prenne la mesure de son rôle et ne se trompe plus sur la façon de l'exercer, d'une Europe qui redécouvre la vision prospective, d'une Europe qui redevienne iconoclaste par rapport au profil *politiquement correct* qui l'étouffe désormais. Nous devons réinventer ce qui permettra d'affirmer que *le bonheur est une idée neuve en Europe* (... avec un autre fondement que celui qu'envisageait Saint-Just en lançant cette formule !).

Cet état d'esprit iconoclaste suppose **une attitude pertinente, donc impertinente**. Ce propos est à l'usage exclusif des souverains. Ceux d'hier et de demain : vieux et jeunes. Ceux d'hier et de demain : dirigeants souverains et peuples souverains. Ceux d'hier et de demain : pouvoirs publics et société civile. Dans la forme, on n'ira pas jusqu'à l'impertinence de Victor Hugo quand il s'écriait : *Grands hommes ! Voulez-vous avoir raison demain ? Mourez aujourd'hui* – encore que... Cette interpellation s'adresse à tous : nous avons besoin de l'Europe ; elle

piétine parce que – collectivement, mais bien sûr il y a des exceptions individuelles ! – les politiques n'ont aucun dessein ; l'administration ignore le droit européen qu'elle est supposée faire appliquer (c'est le Conseil d'État lui-même qui le dit) ; les médias nous égarent avec des considérations subalternes et sans rapport avec ce qui est en cause ; la société civile organisée, même pas consciente de l'importance du rôle qu'elle doit tenir, **s'agite dans le jeu au lieu d'agir sur le jeu** ; les démagogues occupent le terrain pour de petits profits matériels et idéologiques aux antipodes de *l'intérêt général* qu'ils feignent de servir...



AU-DELÀ DU « MINIMUM SYNDICAL »

Le problème ne date pas de 2005. Le rejet de la Constitution n'est que la vague de surface d'une turbulence de fond qui s'étend sur un quart de siècle. Bien sûr, on objectera que cette période a vu l'achèvement du marché intérieur, les élargissements, l'extension des compétences communautaires à bien des domaines comme la sécurité et la justice... De fait, ces avancées sont d'incontestables progrès. Mais à quel prix ? D'aucuns peuvent se glorifier d'un tel bilan... et d'autres considérer que ces ouvertures étaient inéluctables, qu'on s'est limité au « minimum syndical », qu'on l'a fait au coût le plus élevé. Pourquoi ? Pour y être allé à reculons, pour l'avoir fait non seulement sans associer les intéressés (citoyens et autres personnes physiques ou morales) mais même, circonstance aggravante, en faisant assaut de mensonges et de désinformation, sur les enjeux comme sur les pratiques.

Autrement dit, le bilan des cinquante ans est *globalement positif*, mais se partage entre un temps de forte innovation et un temps de gesticulation stérile. Le bilan de cette dernière période peut paraître positif si on le compare à une hypothèse purement théorique où on n'aurait strictement rien fait pendant que le monde changeait profondément. Mais il est dérisoire en regard de ce qu'il aurait pu et dû être moyennant un minimum de lucidité et de volonté politiques. La dynamique de la première période résulte d'un changement radical de perspective : on a su **regarder autrement, penser autrement et agir autrement**. Si le marketing politique n'avait galvaudé le mot, on dirait que c'était une rupture. Vingt ans après cet électrochoc, un nouveau changement de perspective était à faire. Bien des années plus tard, il se fait toujours attendre. **Au lieu de lancer le deuxième étage de la fusée, on a coupé les moteurs**. Les uns sont debout sur les freins, d'autres au mieux en roue libre.

À la fin des *Trente Glorieuses*, à vingt ou trente ans, l'Europe était un peu jeune pour s'endormir sur ses lauriers. Après les *Trente Piteuses*, **à cinquante ans, elle n'est pas trop vieille pour se remettre en question !** C'est un préalable incontournable : pour redémarrer, il faut d'abord sortir de l'ornière. Difficile, car on y est enlisé depuis une génération, souvent sans même s'en rendre compte. Le problème est d'abord dans les esprits : on a oublié qu'il pouvait y avoir une vie en dehors de l'ornière, on a perdu l'habitude de penser avec sa tête, on dit déplorer le *prêt à penser* (c'est-à-dire *à ne pas penser*) mais on se satisfait de son confort (asservissant), on s'en remet aux politiques parce qu'on croit encore que c'est eux qui auront des réponses, alors que c'est avant tout à la société civile de faire preuve d'imagination et d'initiative...

Bref, l'indispensable aggiornamento repose sur un autre **regard** sur l'Europe et sur sa raison d'être, favorisant une **réflexion** actualisée, afin de déboucher sur une **action** plus pertinente. Défi majeur, si l'on admet avec Anatole France que *le courage le plus rare est celui de penser...*

Centres de compétences :

- * algoric, cabinet de formation, conseil, études et coaching, tél : 05 46 56 77 10, info@algoric.com, www.algoric.com

À lire également :

- * www.algoric.com/ti/139.htm